

Dossier de presse

Carte scolaire 2018

La vérité des prix...

Mars 2018



**ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN**

Carte scolaire 2018 : la vérité des prix

Nous vous adressons ci-après les éléments chiffrés collectés auprès de 97 départements (soit une dotation totale de 3 489 postes) après les premières instances d'attribution des moyens pour la rentrée 2018.

Leur analyse démontre que la dotation de 3 880 postes est insuffisante pour assurer le dédoublement des CE1 de REP+ et des CP de REP. Le dédoublement « consomme » à lui seul 5 442 postes.*

Conséquence de cette dotation insuffisante : la facture est lourde pour les « Plus de maîtres » dont plus de 1300 postes disparaissent sur les 3 000 existant encore à la rentrée 2017 alors même que ce dispositif plébiscité par la profession et aux résultats prometteurs n'a pas été évalué. Une facture lourde également pour la maternelle avec un solde négatif de près de 850 classes, paradoxal à quelques jours des assises, tout comme pour le rural avec un solde négatif de 808 classes. Si le remplacement est abondé de 334 postes et l'enseignement spécialisé de 224, cela ne représente qu'une goutte d'eau au regard des ponctions opérées les années passées et des besoins actuels.

Cette dotation insuffisante qui a conduit à des redéploiements de moyens a été à l'origine de nombreuses mobilisations dans tout le pays rassemblant enseignants, parents et élus.

Outre ces chiffres qui démontrent l'insuffisance de postes, il y a aussi ce que cette préparation de rentrée raconte. Affirmer donner la priorité au primaire ne peut pas être qu'un slogan. Cela doit se traduire concrètement. La baisse démographique aurait pu permettre ici ou là des

allègements d'effectifs, alors que plus de 100 000 classes dépassent 25 élèves (RERS 2017), la taille des classes va encore augmenter en dehors des CP et CE1 en éducation prioritaire.

Comment parler de l'importance du langage en augmentant la taille des classes en maternelle ? Comment justifier que les effectifs allégés sont un facteur de réussite sans que cela concerne tous les élèves ? Comment justifier l'attention aux conditions d'apprentissage quand en milieu rural on trouvera à la rentrée des cours multiples à 3 voire 4 niveaux à plus de 20 élèves ?

Ce sont toutes ces interrogations qui prédominent. Car s'arc-bouter sur une bataille de chiffres ne doit pas cacher certaines réalités. Donner plus à ceux qui ont moins est juste à condition de ne pas dégrader la situation de tous les autres.

Améliorer l'école a un coût, certes économique mais dépend également du projet que l'on porte pour l'école. Au SNUipp-FSU nous voulons une école qui s'attaque aux inégalités scolaires, qui fasse sienne l'idée que tous les élèves sont capables de réussir et leur en donne les moyens.

L'école primaire française largement sous-investie doit faire l'objet d'un engagement financier massif pour une meilleure formation des enseignants, des effectifs abaissés, des enseignants spécialisés, des remplaçants, un accompagnement pour réussir l'inclusion, des dispositifs moins de 3 ans, des maîtres en plus pour travailler différemment...

La priorité au primaire ne peut en effet se payer de mots.

** Les chiffres de la Guadeloupe et de Mayotte, non disponibles ne sont pas comptabilisés.*

Contexte

3 680 postes sont créés à la rentrée scolaire 2018 pour une baisse prévue de 32 657 élèves.

En plus de cette dotation, s'ajoutent 100 postes pour les nouvelles conventions ruralité et 100 postes pour les ULIS nouvellement créées.

Notre enquête montre que 2 286 postes ont été utilisés.

Comme les années précédentes, un tiers de la dotation (34%) est gardé en réserve par les DASEN pour les ajustements de rentrée (1 203 postes).

Cette réserve sera utilisée pour des ouvertures de classes à venir lors des réajustements de juin et septembre.

Le ministère a choisi de prioriser le dédoublement des classes de CP et CE1 en éducation prioritaire. Cette enquête du SNUipp-FSU montre à quel prix le ministère parvient à cet objectif.

Les écoles en éducation prioritaire sont mises à contribution pour 1 273 postes, celles hors éducation prioritaire 2 118 postes.

#PasPlusDe25

109 683 classes à plus de 25 élèves, trop, c'est trop !

REPRENONS LA MAIN SUR NOTRE MÉTIER...

...CHANGEONS L'ÉCOLE !



ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN

Source : chiffres du ministère, rentrée 2016, « Repères et références statistiques 2017 »

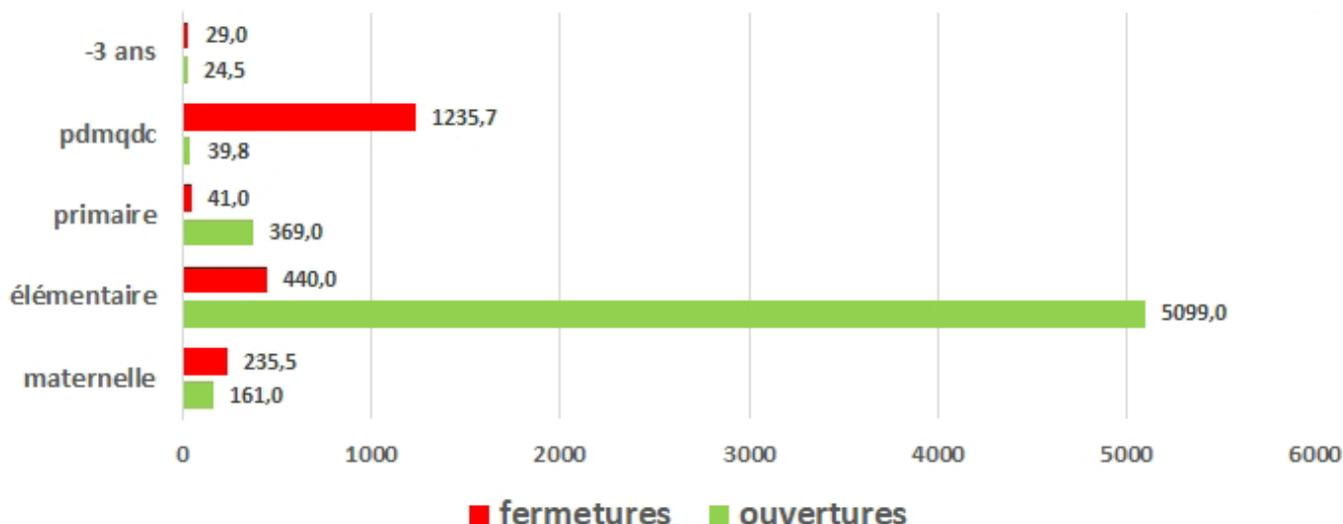
1. Les dédoublements en CP et CE1 nécessitent 5 442 postes.

L'éducation prioritaire (EP) bénéficie de créations de postes importantes essentiellement concentrées en élémentaire avec les CP/CE1 dédoublés.

- D'après nos retours, cela représente un besoin total de 5 442 postes pour dédoubler les classes, permettre d'augmenter les décharges de direction et les moyens de remplacement pour les allègements de service en REP+.

Solde Dédoubléments éducation prioritaire	
CP REP +	+531
CE1 REP+	+1 835
CP REP	+2 910
Décharge direction	+102,6
Moyens remplacement	+63
TOTAL	+5 442

Bilan des mesures de carte scolaire en éducation prioritaire



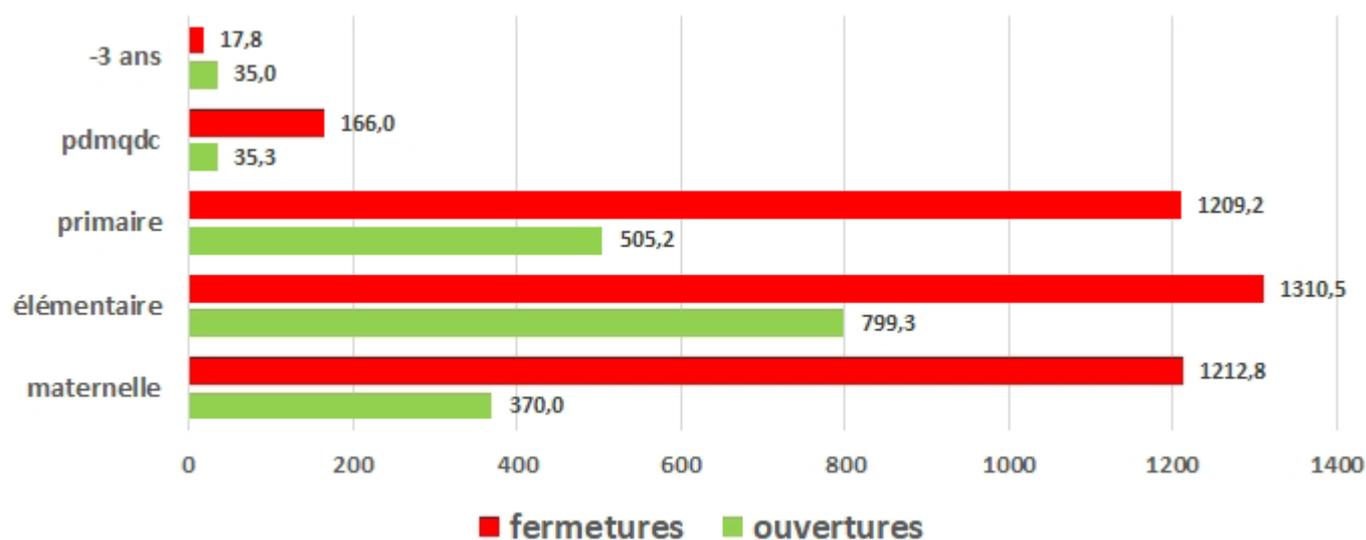
- Les postes de « Plus de maîtres que de classes », (PDMQDC) avec 1 196 retraits en éducation prioritaire sont massivement supprimés sans avoir été évalués alors qu'ils sont perçus comme efficaces par les équipes enseignantes.

- Par ailleurs, la maternelle en éducation prioritaire subit des fermetures (74,5). D'autant plus étonnant

que l'on sait depuis longtemps l'importance des conditions d'apprentissage et de la scolarité précoce dans les écoles relevant de l'éducation prioritaire.

- Les dispositifs « moins de 3 ans » perdent eux 4,5 postes en EP.

2. Hors éducation prioritaire, plus de 2 000 fermetures



Pour abonder les moyens dédiés au dédoublement des classes en REP/REP+, le ministère a prélevé les moyens sur les autres écoles :

- Les moyens dédiés à l'école maternelle sont massivement remis en cause avec un solde de 842 suppressions.
- Les écoles élémentaires et primaires enregistrent un solde de 1 215 suppressions

- Au total, hors éducation prioritaire, c'est 2 171 fermetures dont les dispositifs comme les PDMQDC (-130).

Il est à noter d'ailleurs les nombreuses mobilisations rassemblant parents, enseignants et élus pour s'opposer à ces suppressions.

<https://www.snuipp.fr/actualites/posts/carte-scolaire-en-berne>

3. Le milieu rural particulièrement impacté

Sur le retour de 90 départements, **un solde négatif de 808 classes dans les écoles rurales** est observé.

Solde	
Ouvertures / fermetures classes rurales	
Ouvertures de classes	+289
Fermetures de classes	-1 097
TOTAL	-808

Le gouvernement tente de désamorcer la colère qui monte dans les territoires ruraux victimes de fermetures de classes à la prochaine rentrée. Le SNUipp-FSU rétablit la vérité des faits et des chiffres.

« *Un taux d'encadrement en hausse dans toute la France, seulement 207 classes fermées en milieu rural liées à une démographie en baisse* ». Jean-Michel Blanquer ne cesse d'allumer des contre-feux aux mobilisations qui se multiplient dans les zones rurales et le Président lui-même se déplace dans la campagne tourangelle pour apaiser parents et élus en vantant les créations de postes à son actif. Malheureusement les faits et les chiffres résistent.

Les faits, ce sont quelque 70 départements secoués par des actions et des mobilisations pour défendre des écoles menacées recensées sur le site internet du SNUipp-FSU (<https://www.snuipp.fr/actualites/posts/carte-scolaire-en-berne>)

Les chiffres, ce sont les données déjà collectées par le SNUipp-FSU dans 90 départements où les instances décisionnaires en matière de carte scolaire se sont déjà tenues. 1 097 fermetures dans les écoles rurales pour seulement 289 ouvertures, soit un différentiel de 808 postes supprimés.

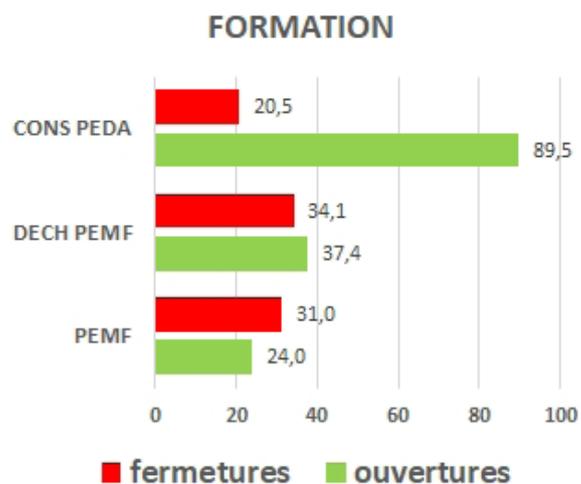
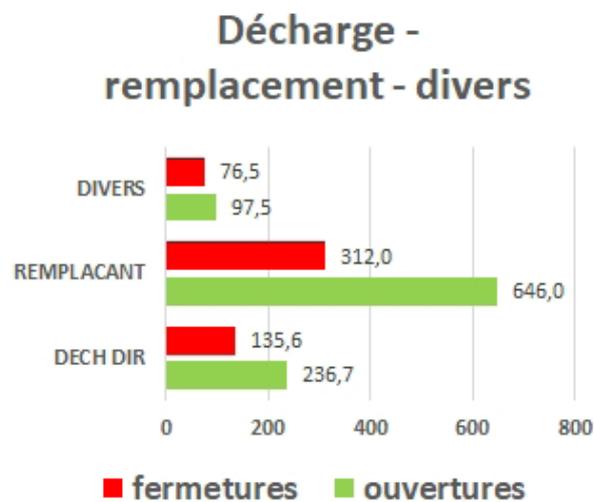
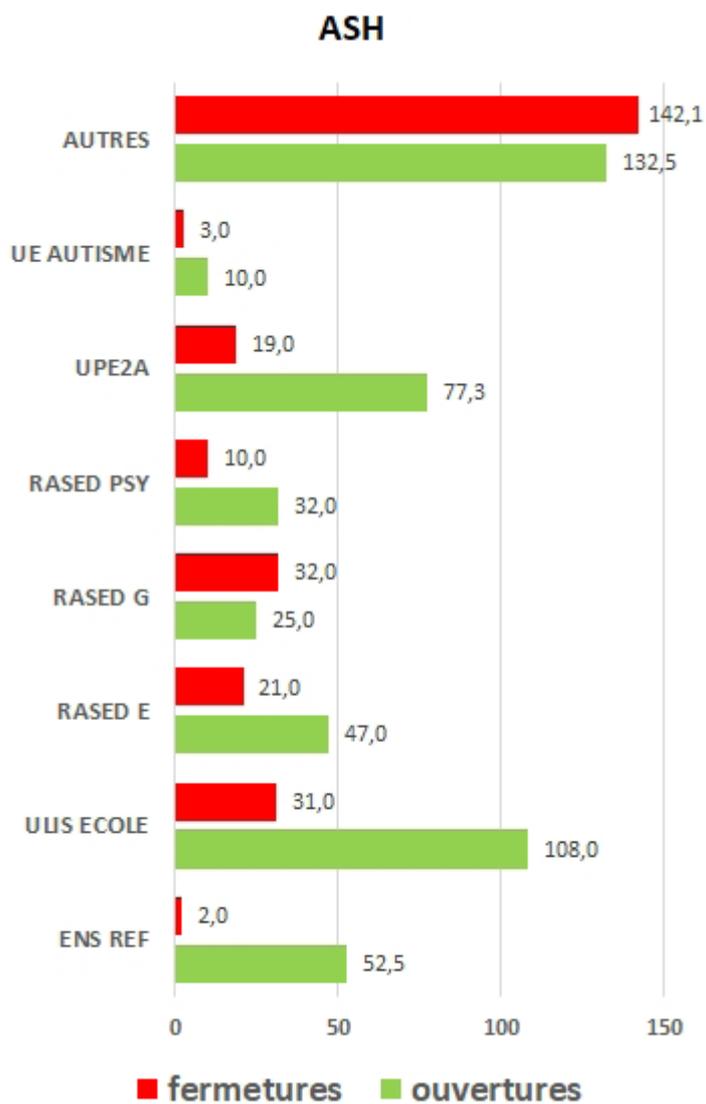
Les 3 880 postes créés pour la rentrée 2018

ne suffisent pas à financer la mesure-phare du gouvernement : le dédoublement des CP et des CE1 en REP+ et des CP en REP « consommera » à la rentrée environ 6 200 postes. Même en tenant compte de la baisse démographique, ce sont près de 1 200 postes qui font défaut pour préparer la rentrée 2018. Recteurs et directeurs d'académie sont donc contraints à des redéploiements en ponctionnant les postes des secteurs ruraux pour les réaffecter dans les villes où se situe la majorité des réseaux d'éducation prioritaire, suscitant l'incompréhension car l'abaissement des effectifs dont on sait qu'il peut être facteur de réussite, n'est pas l'option retenue pour tous les élèves.

L'amélioration du taux d'encadrement dont se targue le gouvernement, si elle est réelle du point de vue mathématique, repose en fait sur un trompe-l'œil lié en partie aux classes dédoublées.

On comprend l'embarras d'un chef d'État qui avait déclaré devant la conférence des territoires en juillet dernier qu' « **il n'y aurait plus de fermetures de classes dans les écoles primaires des territoires ruraux** ». Une promesse non tenue à laquelle s'ajoutent les contre-vérités du ministre qui ne font qu'attiser la colère des élus, parents, enseignants. En l'état, à la rentrée prochaine, les conditions d'accueil vont se dégrader dans des zones rurales où l'école de la République joue un rôle essentiel pour lutter contre les inégalités territoriales.

4. Les autres moyens



3 680

c'est la dotation ministérielle.

5 442

c'est le nombre de postes nécessaires pour le dédoublement en CP et CE1.

1 275

c'est le nombre de suppressions de postes en éducation prioritaire.

1 196 «Plus de maîtres que de classes»

74,5 En maternelle

4,5 Postes «moins de 3 ans»

-2 171

c'est le solde des mesures de carte scolaire hors éducation prioritaire.

- 842 En maternelle

- 1 215 En élémentaire

- 130 «Plus de maîtres que de classes»

Réparties pour les suppressions classes en

- 808 pour le rural

- 1 249 pour l'urbain

1 326

c'est le nombre de suppressions de postes «Plus de maîtres que de classes».

Les chiffres clés...

En décidant une forte réduction des effectifs uniquement en CP et CE1 dans l'éducation prioritaire, et ce, sans en donner les moyens suffisants, le ministre va dégrader les conditions d'enseignement et d'apprentissage partout ailleurs. Pour équilibrer leurs dotations, les DASEN sont conduits à fermer beaucoup de classes, particulièrement en maternelle et dans le rural.

L'école primaire française largement sous-investie et marquée par des inégalités insupportables doit faire l'objet d'un engagement financier massif pour réaliser les transformations nécessaires sans peser sur le reste du système éducatif. Les choix faits par le gouvernement dans le budget 2018 ne répondent pas à cet enjeu de société.

Relations presse

Laurence GAIFFE

01.40.79.50.32

laurence.gaiffe@snuipp.fr